



VILLE DE GUIPAVAS
CCAS DE GUIPAVAS

**MARCHE D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES
DU PERSONNEL DU GROUPEMENT DE COMMANDES
COMMUNE ET CCAS**

APPEL D'OFFRES OUVERT

REGLEMENT DE CONSULTATION
(RC)

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : LUNDI 25 JUIN 2018, 12H00

REGLEMENT DE CONSULTATION

S O M M A I R E

Article 1 ^{er} – Identification de la Collectivité qui passe le marché.....	3
Article 2 – Objet de la mise en concurrence	3
Article 3 – Conditions de la mise en concurrence	3
3.1 Etendue et mode de la consultation	3
3.2 Décomposition en lots	3
3.3 Offre de base / Options.....	3
3.4 Droit de la Collectivité.....	3
3.5 Modifications de détail au Cahier des Charges.....	4
3.6 Délai de validité des offres.....	4
Article 4 – Durée et date d’effet du marché.....	4
Article 5 – Remise du dossier	4
Article 6 – Présentation des Offres, conditions d’envoi ou de remise des offres.....	4
6.1 Conditions d’envoi des offres.....	4
6.2 Conditions de remise des offres.....	5
6.3 Présentation des offres.....	5
6.4 Obligations.....	6
Article 7 – Jugement des offres.....	6
7.1 Critères de jugement des offres.....	6
7.2 Obligations du candidat.....	6
Article 8 – Renseignements complémentaires.....	7
Article 9 – Voies de recours	7

ARTICLE 1^{er} – IDENTIFICATION DE LA COLLECTIVITE QUI PASSE LE MARCHE

La Commune et le CCAS de Guipavas ont décidé de former un Groupement de commandes pour la passation d'un marché public de services d'assurances en application de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Le Groupement de commandes est représenté par la Commune de Guipavas qui a la qualité de coordonnateur, chaque membre ayant délibéré en son sein pour la constitution de ce groupement.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA MISE EN CONCURRENCE

Le groupement de commandes Commune et CCAS de Guipavas procède à une consultation pour son contrat d'assurance des risques statutaires du personnel.

Le présent dossier, et notamment le Cahier des Charges, constitue le cadre fixant les principaux besoins de la collectivité. Il fera, à ce titre, partie intégrante du contrat à établir.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 – Etendue et mode de la consultation

La présente consultation est lancée sous forme d'appel d'offres ouvert en application des articles 42 – 1° de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et 25 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

3.2 – Décomposition en lots

Les candidats devront répondre à l'ensemble de l'objet du marché tel que décrit dans l'article 1 du présent règlement de la consultation.

3.3 – Offre de base - Options

Les candidats devront impérativement proposer une offre conforme aux demandes du cahier des charges.

Ils pourront toutefois proposer des garanties complémentaires tendant à améliorer la couverture globale et le fonctionnement du contrat, sous réserve d'avoir répondu au préalable aux demandes de la présente consultation.

3.4 – Droit de la Collectivité

Le groupement de commandes se réserve le droit de choisir l'étendue des garanties ainsi que les franchises applicables suivant conditions particulières.

Il se réserve également le droit de ne pas donner suite à la consultation si les propositions étaient jugées inacceptables.

3.5 – Modifications de détail au Cahier des Charges

Le groupement de commandes se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au présent Cahier des Charges. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

3.6 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à quatre-vingt dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 4 : DUREE ET DATE D'EFFET DU MARCHE

La date d'effet du marché est le 1^{er} janvier 2019 (0H00), et la durée du marché est de trois (3) années.

Le marché se verra appliquer une faculté de résiliation annuelle des deux parties moyennant trois (3) mois de préavis pour le souscripteur et six (6) mois pour l'assureur avant l'échéance et la date de fin de marché sera le 31/12/2021. Il pourra être reconduit par reconduction expresse.

ARTICLE 5 : REMISE DU DOSSIER

Le dossier de consultation est remis gratuitement, et se compose des éléments suivants :

- Le présent Règlement
- Le Cahier des Charges du contrat d'assurance
- L'Acte d'Engagement

Le dossier de consultation des entreprises peut également être téléchargé sur les sites :

<http://www.e-megalisbretagne.org/> et <http://www.guipavas.bzh>

ARTICLE 6 : PRESENTATION DES OFFRES, CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

6.1 – Conditions d'envoi des offres :

Les plis correspondants cachetés devront être adressés par lettre recommandée ou remis, contre récépissé, à l'adresse ci-dessous avant le :

Jeudi 28 juin 2018 à 12 h 00

Monsieur le Maire de GUIPAVAS

Mairie – Place Saint Eloi
29490 GUIPAVAS

"MARCHE D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES
DU PERSONNEL DU GROUPEMENT DE COMMANDES COMMUNE ET CCAS»

6.2 – Conditions de remise des offres :

Les dossiers arrivés après les date et heure limites mentionnées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas examinés.

Les candidats sont autorisés à transmettre leurs candidatures et leurs offres par voie électronique (art. 43 de l'ordonnance ; art 39 du décret).

Elles devront alors être déposées selon les modalités dématérialisées définies ci-dessous avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document à l'adresse internet suivante : <http://www.e-megalisbretagne.org/>

Les documents constituant les réponses transmises par voie électronique devront être signés électroniquement, conformément à la directive européenne 1999/93/CE, au décret 2001-272 du 30 mars 2001 et aux articles 1316 à 1316-4 du Code Civil.

Le certificat électronique utilisé pour ces signatures doit être reconnu par la procédure électronique et détenu par une personne ayant capacité à engager le soumissionnaire dans le cadre de la présente consultation.

Un **nouvel arrêté publié le 15 juin 2012**, applicable depuis le 1^{er} octobre 2012, vient préciser les conditions dans lesquelles la signature électronique des marchés publics dématérialisés doit s'effectuer, en terme de catégories de certificats électroniques et de formats de signature électronique.

Depuis le 18 mai 2013, seuls les certificats RGS sont acceptés. Les formats de signature électronique acceptés sont : **XAdES, PAdES, CAdES**.

Pour de plus amples renseignements sur les signatures électroniques, consulter :

- Téléprocédure : utilisation de certificats numériques
- Adresse : http://www.finances.gouv.fr/dematerialisation_icp/dematerialisation_declar.htm
- Article : les familles de certificats référencées

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

6.3 – Présentation des offres :

Le dossier devra contenir :

- Le Cahier des Charges, **complété, daté et signé** par les représentants qualifiés comprenant notamment l'Acte d'Engagement
- Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat pour justifier :
 - qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales
 - qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir

- que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du code du travail.
- Le pouvoir de la personne habilitée à représenter le candidat (avec notamment l'autorisation de la Compagnie à engager son nom pour tous les intermédiaires autres que les agents)
- Le cas échéant, les attestations de garantie financière et assurance de responsabilité civile professionnelle conformes à l'article L 530.2.1 du Code des Assurances.
- Dossier de présentation du cabinet, de la société ou de la mutuelle d'assurances détaillant notamment les moyens humains et les capacités de gestion
- Attestation d'assurance et de caution financière conforme au Code des Assurances pour les intermédiaires.
- Références récentes (moins de 3 ans) dans le domaine faisant l'objet de la consultation.

Le respect du présent Cahier des Charges est impératif. La réponse à la présente consultation comporte l'acceptation de toutes les clauses du Cahier des Charges. Les modifications, limitations éventuelles devront faire l'objet d'une énumération précise et exhaustive.

6.4 – Obligations

Les candidats devront présenter leur offre sur les modèles de réponse annexés au présent dossier. Ces formulaires de réponse sont à remplir et à joindre obligatoirement. En complément des conventions du présent document, chaque candidat présentera ses propres conditions d'assurance. A défaut, leur proposition d'assurance sera jugée nulle et non avenue.

ARTICLE 7 : JUGEMENT DES OFFRES

7.1 - Critères de jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Ces conditions prévoient notamment :

- L'examen de la conformité des réponses aux documents de consultation,
- La prise en compte des critères de jugement énumérés ci-après et classés par ordre décroissant :

- 1) Taux d'acceptation des clauses du CCTP
- 2) Montant de l'offre
- 3) Présentation d'un dossier technique étayé.

Toutes les variantes seront étudiées.

Dans le cas où plusieurs soumissions jugées les plus intéressantes seront considérées comme équivalentes, il sera demandé aux candidats de préciser ou de compléter le contenu de leur proposition.

A défaut d'avoir expressément énoncé les modifications éventuelles, le candidat retenu sera considéré comme ayant accepté sans réserve l'ensemble des clauses et conditions du présent cahier des charges.

7.2 - Obligations du candidat

Les soumissionnaires seront avisés par simple lettre du refus ou de l'acceptation de leur proposition d'assurance dans un délai d'un mois après l'attribution du marché.

Le candidat retenu devra remettre :

- ♦ Dans les trois jours, dès que la ville de Guipavas aura accepté l'offre (et en tout état de cause avant la prise d'effet du contrat), une note de couverture, faisant référence aux garanties prévues dans le présent cahier des charges.
- ♦ le projet du contrat définitif en trois exemplaires, au plus tard dans les 30 jours qui suivent la date d'effet du contrat, accompagné de la quittance définitive.

ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire, les candidats devront s'adresser à :

MAIRIE de GUIPAVAS

Gisèle Cozien / Nicole Hamer

gisele.cozien@mairie-guipavas.fr / nicole.hamer@mairie-guipavas.fr

Téléphone : 02.98.84.75.54

ARTICLE 9 – VOIES DE RECOURS

> Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Rennes – 3 contour de la Motte - 35000 Rennes.

Tél. 02.23.21.28.28 / Télécopieur : 02.99.63.56.84

> Organe chargé des procédures de médiation :

Comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics – 6 quai Ceineray – B.P. 33515 – 44035 Nantes.

Tél. : 02.40.08.64.33

> Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffe du Tribunal administratif de Rennes.